



## Gaël Sliman, président et cofondateur d'Odoxa : La priorité de Macron doit être d'éteindre le feu



**Comment sortir aujourd'hui de la crise, Macron et le gouvernement semblent avoir perdu la main...**

Il ne s'agit pas d'un mouvement de contestation comme les autres car il est soutenu par la quasi-unanimité (84 %) des Français. C'est donc une erreur du ministère de l'Intérieur de ne comptabiliser que les gilets jaunes qui participent aux barrages. Alors que le gouvernement espérait un soutien affaibli avec le choc des violences, les Français estiment que la responsabilité en incombe au gouvernement à Macron et à personne d'autre. Un véritable soutien au ras-le-bol qui s'exprime : «on amarre d'une politique qui ne se préoccupe que des riches et pas de nous».

**Ce mouvement de revendication protéiforme qui se développe à la base en dehors des syndicats et partis, ne rappelle-t-il pas Mai 68 ?**

Il y a en effet beaucoup de comparaisons à faire avec Mai 68 pour ce mouvement spontané et non corporatisé mais il y a aussi une différence fondamentale. Si la revendication sociale était importante en 1968, on en a surtout retenu la revendication estudiantine pour plus de liberté

dans une société gaulliste corsetée. Aujourd'hui, le mouvement ressemble davantage à une de ces jacqueries d'ancien régime dont le point de départ était souvent les taxes. La coagulation des mouvements étudiants et ouvriers qui n'existe pas pour le moment pourrait le cas échéant donner une nouvelle colonne vertébrale à ce mouvement.

### **Quel peut-être alors le débouché politique pour les gilets jaunes ?**

Très compliqué car les revendications sont protéiformes, le seul vrai consensus entre les gilets jaunes étant la revendication de base, le retrait des hausses de taxe sur les carburants. Sinon, il y a beaucoup de contradictions, d'où leur difficulté aussi d'élire des représentants. Exprimer le ras-le-bol est une chose mais le traduire politiquement en est une autre. Faute de corpus politique cohérent, ils ne semblent pas encore en situation – ou avec le désir – de créer un mouvement politique comme Podemos en Espagne ou le Mouvement 5 étoiles en Italie.

### **Et du côté du pouvoir, peut-on gouverner durablement contre le peuple ? Que doit faire Macron ?**

D'abord, le Président s'est mis tout seul dans cette situation infernale. Depuis trois semaines, il y avait une seule mesure à prendre : «je vous annonce solennellement que je renonce à la hausse des taxes sur les carburants». Il n'y aurait pas eu d'émeutes et le mouvement serait terminé, alors qu'en s'obstinant, Macron a fourni le carburant nécessaire pour le faire durer. On ne peut pas gouverner contre le peuple, tous ses prédécesseurs, après s'être eux aussi obstiné, ont fini par céder. Macron a ainsi coché toutes les cases de la vieille politique. Une telle décision, bien que trop tardive, peut encore calmer le jeu...

### **L'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée paraît-elle crédible ?**

Déjà, demander la démission du Président n'a pas de sens, il vient d'être élu démocratiquement. Quant à la dissolution, elle ne résoudrait pas le problème car ceux qui la demandent, notamment dans l'opposition, ne présentent aucune alternative crédible. Avant, Macron pourtant plus ciblé que Philippe par les gilets jaunes, peut faire jouer la logique de la Ve République en faisant sauter le Premier ministre, traditionnel fusible.

### **Dans la novlangue macronienne, la «disruption» est un concept majeur. Les gilets jaunes, voilà justement un mouvement «disruptif»...**

En effet, les gilets jaunes représentent face à Macron ce que lui-même a représenté face à la classe politique en 2017. Une rupture fondamentale ! On ne fait plus la même politique, on rebat complètement les cartes. Mais pour l'heure, la priorité de Macron doit être d'éteindre le feu.